## Introduction 50 ans de planification familiale en RDC

Jane Bertrand

J'ai débuté ma carrière dans la planification familiale internationale dans les années 1970 en Amérique latine. J'y ai enseigné au Mexique, travaillé pour un programme de communication au Salvador, fait de la recherche au Guatemala. C'est donc en Amérique latine que je me suis formée à la réalité de la planification familiale.

En 1979, mon époux, Bill Bertrand, m'a demandé de l'accompagner à Kinshasa, au Zaïre (autrefois le Congo belge), où il venait de démarrer un projet. Pour finir de me convaincre, il avait lancé sur un ton moqueur: «Tu devras passer par Paris pour t'y rendre!». Un an plus tard, je commençais un petit projet financé par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) au Bas-Zaïre, où je me rendrais trois à quatre fois par an. Mais ce n'est qu'en 1986, avec des enfants en bas âge, que nous nous sommes installés à Kinshasa à temps complet, en famille, pour une période de quatre ans.

Au milieu des années 1980, l'Amérique latine enregistrait d'immenses progrès dans le domaine de la planification familiale. Le nombre de femmes qui utilisaient la contraception moderne ne cessait d'augmenter, et le désir d'avoir moins d'enfants était désormais si fort que la ligature des trompes était devenue la première méthode de contraception chez les femmes dans plusieurs pays de la région. Par contraste, cette première incursion dans le monde de la planification familiale au Zaïre m'a fait prendre conscience du désir profondément ancré de la plupart des Zaïrois et des Zaïroises d'avoir beaucoup d'enfants. Au Zaïre, j'allais devoir travailler selon des normes culturelles très différentes de celles que j'avais connues en Amérique centrale et en Colombie.

En 1986, le programme de planification familiale du Zaïre n'en était qu'à ses débuts. Ma tâche était de créer une Unité de recherche et d'évaluation au sein du nouveau Projet des services des naissances désirables (PSND). L'un des avantages de ce poste était d'avoir un chauffeur attitré, Kasui, qui venait me chercher tous les matins dans sa Land Rover blanc cassé, le véhicule communément utilisé pour les projets de développement en Afrique à l'époque.

Kasui et moi passions des heures ensemble dans sa voiture à traverser Gombe, le centre administratif de la capitale construit par les Belges dans les années 1940 et 1950. D'autres jours, nous nous frayions un chemin dans

les rues impraticables de la *cité*, ces quartiers informels tentaculaires qui entourent Gombe, pour atteindre un centre de santé difficile d'accès. Nous prenions l'autoroute 1 vers la ville portuaire de Matadi, à près de cinq heures de route de Kinshasa, où notre projet avait aussi des activités. Kasui hissait ma fille de trois ans sur ses épaules le temps d'une promenade au parc du Lac Ma Vallée en bordure de Kinshasa.

Kasui semblait avoir une quarantaine d'années, de taille moyenne, des lunettes à monture noire sur le nez. Quelles que fussent les difficultés personnelles qu'il pouvait rencontrer en essayant de faire vivre une famille entière sur son maigre salaire de chauffeur, il ne se plaignait jamais. Au contraire, il arrivait au travail tous les matins le sourire aux lèvres, prêt à effectuer ses courses de la journée. Ses observations, au détour d'une phrase, sur notre trajet cahoteux à bord de la Land Rover, étaient pour moi autant de leçons de vie quotidiennes sur le fonctionnement de la société zaïroise. Pourtant, les relations interpersonnelles entre Zaïrois et *mundelés* (les Blancs) étaient toujours imprégnées des décennies de régime colonial, les Blancs occupant invariablement les postes de pouvoir dans la société. Kasui était chaleureux, ouvert et sociable, mais toujours déférent.

Nous échangions ainsi depuis plusieurs mois quand Kasui a enfin trouvé le courage de me poser la question qui le taraudait.

- « Madame Jane, j'ai besoin de votre conseil sur un sujet personnel. Vous travaillez dans la planification familiale.
- Oui?
- Ma femme et moi avons huit enfants, et nous devons trouver un moyen de ne plus en avoir.

Je refrène mon premier réflexe de lui suggérer l'option adoptée par tant de femmes en Amérique latine: la ligature des trompes. Au lieu de cela, je lui demande: « Votre femme a-t-elle essayé la pilule? »

- Oui, mais elle ne la supporte pas très bien.
- Et le dispositif intra-utérin? Vous en avez entendu parler?
- Non, ça n'ira pas pour elle.
- Vous pourriez utiliser le préservatif.
- Non, je n'aime pas ça ».

Et ainsi de suite jusqu'à ce que j'aie mentionné toutes les méthodes de contraception possibles, toutes sauf la stérilisation. Ayant abattu toutes mes cartes, je lui demande : « Savez-vous qu'il existe une méthode permanente ? Les femmes peuvent se faire ligaturer les trompes, et elles n'ont plus jamais à se préoccuper de tomber enceintes ».

Un long silence s'installe. Puis Kasui se tourne vers moi. « Madame Jane, vous ne comprenez pas. Nous avons huit enfants, et notre mariage bat de

l'aile. Je ne sais pas combien de temps encore nous serons ensemble. Et si nous nous séparons, ma femme devra avoir un enfant avec son nouveau mari ».

J'ai vite compris que j'avais encore beaucoup à apprendre sur la planification familiale dans ce pays.

\*\*\*

En 2023, me voilà professeure à l'université depuis 44 ans, dont 36 passées à l'École de santé publique et de médecine tropicale de l'université de Tulane, et 8 à l'École de santé publique Bloomberg de l'université de Iohns Hopkins. Pendant 24 de ces 44 années consacrées au développement international, j'ai travaillé pour la planification familiale au Congo: de 1980 à 1989 quand le pays s'appelait Zaïre, puis entre 2010 et 2023 après qu'il a été renommé République démocratique du Congo (RDC). Ma carrière universitaire touchant bientôt à sa fin, j'ai ressenti le besoin d'écrire cet ouvrage sur ces cinq décennies de planification familiale au Zaïre et en RDC. Pour satisfaire ma propre curiosité, j'ai souhaité mieux comprendre comment les pièces du puzzle s'étaient agencées, en particulier pendant les années où ma carrière m'avait conduite à travailler ailleurs. Pour des raisons professionnelles, il me semblait important de documenter les progrès réalisés et les défis relevés par les programmes de planification familiale dans un pays fragile, marqué par des troubles politiques hors du commun et des crises économiques dévastatrices.

Mon travail dans le domaine de la planification familiale a été financé par les bailleurs de fonds internationaux. De 1980 à 1989, l'USAID a travaillé avec l'université de Tulane dans le cadre d'un contrat de collaboration avec des organisations congolaises (au gouvernement et dans le secteur privé) sur différents aspects des programmes de planification familiale. Entre 2010 et 2023, plusieurs autres bailleurs de fonds ont soutenu les activités de recherche de Tulane : la Fondation Bill et Melinda Gates, la Fondation David et Lucile Packard, l'Agence du Royaume-Uni pour le développement (DFID, renommé FCDO en 2020), le gouvernement norvégien *via* l'Initiative pour la forêt d'Afrique centrale/Fonaredd, le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), Clinton Health Access Initiative, et un donateur anonyme basé à Boston. Ces financements depuis 2010 ont soutenu différents types de projets et activités : plaidoyer et politique publique, offre de services, études pilotes sur des stratégies de distribution innovantes, suivi et évaluation, entre autres types de recherche appliquée.

Pendant la majeure partie de ces 24 années au service de la planification familiale au Zaïre et en RDC (avec une interruption de 20 ans entre 1990 et 2009), j'ai conservé ma résidence à la Nouvelle-Orléans, en Louisiane, me rendant trois à cinq fois par an dans le pays pour travailler avec mes collègues congolais et expatriés sur nos projets communs. Je n'ai vécu à Kinshasa à plein temps que de 1986 à 1989. Pendant ces années qui m'ont

tant apporté, j'ai pu faire de la «planification familiale internationale» à 10 minutes de chez moi.

Ce livre ne relate pas mes mémoires, bien qu'il documente certains travaux de Tulane au Zaïre et en RDC. Ce n'est pas non plus un résumé de la littérature publiée depuis plus de 40 ans sur le sujet. Il s'agit d'un récit personnel fondé sur trois sources principales : la documentation existante (livres, articles, rapports, coupures de presse) ; plus de 100 entretiens menés avec des personnes qui ont joué un rôle, grand ou petit, dans cette histoire ; et les 24 années que j'ai passées à travailler par intermittence dans le pays. Mon objectif premier est de documenter cette page de l'histoire et d'en tirer des leçons pour l'avenir de la planification familiale en RDC.

Bien que l'histoire de la planification familiale au Congo ait commencé en 1972, les facteurs qui ont faconné le pays, et dont les répercussions se font encore sentir aujourd'hui, remontent à l'ère coloniale: l'État indépendant du Congo du roi Léopold II (1885-1908) et le Congo belge (1908-1960). L'ouvrage a été écrit en deux temps. Les premiers chapitres retracent brièvement l'histoire du contexte politique, économique et social du pays jusqu'aux années 1970, en se focalisant sur les événements qui ont modelé la vie des femmes et leurs aspirations en matière de reproduction. À partir des années 1970, chaque chapitre présente une analyse historique de la planification familiale dans le contexte politique et social de chaque décennie. Les 50 ans de planification familiale documentés dans ce récit historique s'étendent de 1972 à 2022, bien que les chapitres soient organisés par décennie (les années 1970, 1980, 1990). Depuis l'indépendance déclarée en 1960, le pays a changé plusieurs fois de nom, tout comme ses provinces (qui ont aussi changé en nombre et en géographie), ses grandes villes, sa monnaie nationale et son fleuve. Lorsqu'une province est citée dans un chapitre donné, elle se réfère à la délinéation administrative en vigueur pendant la décennie concernée.

Fidèle à mes racines universitaires, j'ai émaillé ce livre de citations, en particulier pour les décennies qui précèdent les années 1970, lorsque je me suis entièrement reposée sur le travail d'autres auteurs et autrices, et d'autres sources apportant un éclairage historique. À partir des années 1970, une grande partie de cet ouvrage repose sur une série d'entretiens avec mes collègues, qui ont travaillé dans la planification familiale au Zaïre ou en RDC à un moment ou un autre de ces cinquante dernières années. Je n'ai pas cité la source de ces entretiens, en particulier lorsqu'il s'agit d'informations sensibles qui m'ont été communiquées officieusement. Le lecteur pourra généralement déduire mes sources à partir des noms cités.

Certains lecteurs pourront se demander pourquoi j'ai choisi de me focaliser aussi étroitement sur la planification familiale, alors même que notre domaine s'est ouvert à une approche plus inclusive connue sous l'acronyme DSSR (droits et santé sexuels et reproductifs). La contraception fait partie des DSSR, au même titre que la santé maternelle et infantile (SMI), le VIH/ sida et d'autres infections sexuellement transmissibles (IST), les violences basées sur le genre (VBG), l'avortement sécurisé et le traitement de la stérilité et des cancers des organes reproducteurs, entre autres. De fait, la planification familiale est souvent proposée dans le cadre de programmes intégrés offrant une gamme de soins plus complets. Mais comme une collègue congolaise me l'a un jour expliqué : «À quoi bon n'avoir de la planification familiale que le nom dans un projet intégré s'il n'y a pas de contraceptif dans les rayons?». Si notre domaine de recherche a bénéficié du travail de collègues qui ont consacré leurs vies à d'autres aspects des DSSR, ou qui ont promu les DSSR comme un ensemble d'interventions, j'ai choisi de travailler spécifiquement sur la planification familiale. J'en suis toujours aussi convaincue qu'en 1972, lorsque j'ai commencé mon doctorat : la contraception peut réellement changer la donne pour les femmes, les familles et les pays entiers.

J'ai essayé de rendre ce livre aussi factuel que possible. Toutefois, il est inévitablement imprégné d'une certaine subjectivité: dans les thèmes choisis, l'interprétation des événements (surtout ceux que j'ai vécus personnellement), les réflexions de chaque chapitre et de la conclusion.

Alors que l'édition française de cet ouvrage s'apprête à être imprimée, les projets de développement en RDC ont été entravés par deux événements majeurs: une offensive militaire dans les provinces de l'Est du pays et l'arrêt du financement de l'USAID à l'échelle mondiale. Les forces du M23, soutenues par le Rwanda, ont envahi l'Est du Congo en janvier 2025, puis la ville de Goma (et plus tard, Bukavu). Cette attaque a aggravé les tensions existantes dans la région, créant un climat d'insécurité qui a paralysé les efforts de développement à l'Est et déclenché des révoltes dans les rues de Kinshasa contre les ambassades des pays occidentaux, accusés de ne pas avoir dénoncé l'agression du Rwanda. Presque simultanément, le président Donald Trump, fraîchement réélu, a lancé une campagne visant à supprimer l'aide des États-Unis aux pays à revenus faibles et intermédiaires. Son administration a imposé un gel des activités à la vaste majorité des projets financés par l'USAID, démantelé son siège à Washington, et licencié des milliers de salariés partout dans le monde. Les activités de planification familiale financées par l'USAID en RDC se sont arrêtées abruptement, comme tous les programmes de santé de la planète qui dépendaient de l'USAID. Il est trop tôt pour déterminer les conséquences à long terme de ces deux chocs catastrophiques sur les efforts de développement de la RDC. Toutefois, l'édition française de cet ouvrage ne saurait être publiée sans évoquer les effets délétères de ces deux évènements sur le pays dans son ensemble et sur les projets de développement en particulier.

J'ai écrit les pages qui suivent en hommage aux femmes et aux hommes qui ont mené une quête acharnée du progrès en promouvant la planification

## CINQUANTE ANS DE PLANIFICATION FAMILIALE

familiale dans un pays où les efforts de santé publique ne sont pas sans défi au quotidien et où ce sujet demeure controversé. À ces personnes, je souhaite dire combien j'espère avoir été fidèle à l'histoire qui est indéniablement la leur.

Jane T. Bertrand, le 28 février 2025, Nouvelle-Orléans, Louisiane.